



<http://www.bastamag.net/spip.php?article143>

Intégration

« La France n'arrive pas à regarder sa propre société en face »

Par [Ivan du Roy](#) (24 janvier 2007)

La notion d'intégration a pris le pas sur les questions sociales ou culturelles. Le système éducatif connaît des dysfonctionnements ? Problème d'intégration ! Des émeutes éclatent en banlieue ? Problème d'intégration ! Certains quartiers souffrent d'un surcroît de délinquance ? Problème d'intégration ! Et si la notion d'intégration servait à masquer l'évolution de notre société et l'incapacité de nos élites à s'y adapter. Entretien avec Bernard Dréano, co-président du Cedetim.

Cet article a été initialement publié dans l'hebdomadaire [Témoignage Chrétien](#)

Bernard Dréano est co-président du Cedetim ([Centre de recherches et d'initiatives de solidarité internationale](#)) et président de l'[Assemblée européenne des citoyens](#). Il est également responsable du réseau international Helsinki Citizen's Assembly.

La notion d'intégration existe-t-elle ailleurs en Europe ou est-ce une spécificité hexagonale ?

En Grande-Bretagne, ce mot n'est pratiquement jamais utilisé. Personne n'a pensé que les résidents d'origine étrangère, et qui pour la plupart ont la nationalité britannique, sont extérieurs à la société. En Allemagne, cette question est au cœur des débats, avec le sentiment qu'il existe une ou des communautés extérieures à la société nationale. Comme en France, le débat comporte de nombreux paradoxes : on soulève la question de l'intégration pour des populations qui sont nées ou qui vivent depuis très longtemps en Allemagne, les Turcs par exemple, mais pas pour des groupes qui sont ethniquement d'origine allemande et qui arrivent du Kazakhstan sans connaître un mot d'allemand.

La maîtrise de la langue française est aujourd'hui au cœur d'une certaine conception de l'intégration, qu'en pensez-vous ?

Que des migrants arrivés de fraîche date puissent maîtriser la langue de leur société d'accueil est une condition de leur intégration, pour se faire comprendre dans leur environnement, pour parler avec les gens, etc. C'est une question de bon sens. Les outils qui permettent d'accéder à un certain nombre de connaissances de base, permettant de s'y retrouver, existent d'ailleurs en partie. Il serait intéressant de faire le bilan des classes de français langue étrangère, qui a des aspects assez positifs. Si on compare à l'Allemagne, le modèle français d'intégration pour les primo-migrants fonctionne infiniment mieux. Mais de quelle population parle-t-on ? De primo-migrants ou des habitants de banlieues, peuplées de gens qui vivent en France depuis longtemps, et qui y sont nés dans leur grande majorité ? Dans le second cas, on parle de notre propre société. Si nous n'arrivons plus à communiquer, c'est notre société qui a un problème, pas un groupe spécifique.

Pourtant le [Haut-Conseil à l'intégration](#) propose d'appliquer les indicateurs mesurant l'intégration sur deux générations...

Parler d'intégration pour une deuxième génération, c'est constater de fait que notre société est désintégrée. Une partie de la société est exclue à cause de ses origines, des discriminations, de la mentalité passée, en particulier coloniale, du racisme... Mais c'est une partie de la société, pas une autre société venue de l'extérieur. C'est exactement comme si on avait déclaré que les ouvriers au

début du XXe siècle, qui étaient les paysans du XIXe, n'étaient à l'époque pas intégrés à la société et qu'il fallait le faire. Ce n'était pas un problème d'intégration, mais d'une société paysanne devenant industrielle et s'organisant autrement.

La notion d'intégration implique-t-elle une vision paternaliste des personnes considérées comme intégrées vis-à-vis de celles qui seraient à intégrer ?

L'intégration est apparue dans le vocabulaire colonial au temps de l'Algérie française. Ce terme comporte donc une connotation assez lourde. Considérer qu'une population, pourtant partie prenante de la société, doit être accompagnée pour entrer dans celle-ci, c'est la comparer à un enfant qu'on accompagnerait vers l'âge adulte. C'est une vision profondément paternaliste. Parler de la nécessité d'intégrer une partie de la société, alors qu'elle n'est pas extérieure, est paradoxal. S'il y a un problème à l'intérieur de la société française, c'est l'ensemble de la société qui est concerné. Une tradition paternaliste très forte, particulièrement à gauche, s'opère sur les populations issues de l'immigration, mais aussi sur les populations périphériques à l'intérieur de l'Hexagone. Ce même paternalisme condescendant frappait, il y a encore trente ans, les Bretons, les Basques, les Alsaciens ou les ouvriers.

Refus de s'intégrer - par la langue, par l'exercice de ses droits et devoirs, par son comportement, par la persistance de certaines pratiques religieuses ou culturelles - pour les uns, marque d'un traitement colonial des banlieues et de ses habitants pour les autres. Comment sortir de ce dialogue de sourds ?

Ces positions schématiques ne permettent pas de résoudre les problèmes, mais, au contraire, accentuent les divisions. Prenons l'affaire de l'islam. Il y a un siècle, la France était le deuxième plus grand pays musulman du monde, du fait de son empire. Le premier parlementaire français musulman a été élu en 1896, un député de Besançon converti à l'islam. Il y a donc une très vieille histoire commune avec l'islam. Mais aujourd'hui, certains disent que le fait d'être musulman serait un facteur de dissociation de la société française. Quand on regarde l'histoire de France, c'est une blague ! En réalité, on constate un certain nombre de problèmes sociaux, politiques et idéologiques et on y répond en demandant aux musulmans de s'intégrer. La même chose avait été faite à d'autres époques vis-à-vis des juifs et des protestants. Ce n'est pas un phénomène nouveau.

C'est quoi, selon vous, se sentir français ?

Dans la conception traditionnelle dite républicaine, cela repose sur l'idée développée par Ernest Renan : la communauté de destin. Nous sommes français non pas parce que nous descendons d'ancêtres communs, mais parce que nous partageons un projet commun. C'est une conception moderne et très positive de la société que l'immense majorité des personnes vivant dans ce pays partage. Sauf qu'une partie a décidé qu'une autre partie de la société, plus pauvre et plus discriminée, ne faisait pas partie de cette communauté de destin, mais qu'elle avait un destin singulier. Cela s'est traduit par des choix sociaux, urbanistiques, scolaires pour aboutir à l'état actuel.

Pourquoi ce blocage ?

La France n'arrive pas à regarder sa propre société en face. En particulier ses élites politiques qui fonctionnent avec des schémas qui ne correspondent plus à la société et extériorisent une partie de la population en répétant qu'elle doit s'intégrer. À la société de s'organiser par rapport à ce qu'elle est vraiment. Le rappel des valeurs républicaines telle qu'il s'exprime, via la laïcité par exemple, est le symptôme de la difficulté qu'ont les élites à considérer la société telle qu'elle est. Imaginer la France d'aujourd'hui avec des instruments idéologiques centenaires, c'est courir à la catastrophe. Ces élites ont refusé de reconnaître que la France produit, comme d'autres pays, des mécanismes de discriminations ethniques et sociales. Si on casse le thermomètre plutôt que de soigner la maladie, il ne faut pas s'étonner après que celle-ci progresse. À force de jeter de l'huile sur le feu, nous sommes en train de créer des contre-sociétés, des groupes exclus de la société. Depuis les marches pour l'égalité, il y a une vingtaine d'années, ces fractures se sont aggravées.

Une personnalité célèbre qui s'exile à l'étranger pour payer moins d'impôts est-elle plus ou moins intégrée qu'un jeune chômeur musulman habitant en banlieue ?

La communauté de destin, c'est se sentir un minimum solidaire les uns des autres et organiser l'expression de cette solidarité. Il y a un siècle, on se battait ensemble sous le même drapeau dans une guerre contre le voisin. Heureusement, nous avons dépassé cette conception. Aujourd'hui on participe à l'effort commun par l'impôt selon ces moyens. C'est l'une des bases de la communauté de destin. Les gens qui s'expatrient pour ne pas être solidaires s'excluent, se désintègrent par rapport à la communauté nationale. Il existe un sérieux problème d'intégration d'un certain nombre de riches dans ce pays, au moins aussi grave que celui des pauvres.

Recueilli par Ivan du Roy